



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 70.937/2
du 21 février 2022

advies 70.937/2
van 21 februari 2022

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
11 juin 2011 portant exécution
de l'article 154, alinéa 6, de la
loi relative à l'assurance
obligatoire soins de santé et
indemnités, coordonnée le
14 juillet 1994'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
11 juni 2011 tot uitvoering van
artikel 154, zesde lid, van de
wet betreffende de verplichte
verzekering voor
geneeskundige verzorging en
uitkeringen, gecoördineerd op
14 juli 1994'

Le 1^{er} février 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 11 juin 2011 portant exécution de l'article 154, alinéa 6 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 21 février 2022. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Aurore PERCY, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 21 février 2022.

*

Op 1 februari 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juni 2011 tot uitvoering van artikel 154, zesde lid van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 21 februari 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Aurore PERCY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 21 februari 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de ce règlement, ainsi qu'avec l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement.

L'article 2 du projet se rapporte au traitement de données à caractère personnel dans le cadre de la demande d'accréditation.

Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a indiqué, en substance, que l'avis de l'Autorité de protection des données n'a pas été recueilli au motif que le traitement de données à caractère personnel, dans le cadre de l'accréditation des médecins-conseil, a été institué par l'arrêté royal du 11 juin 2011 et que le projet ne met pas en place un nouveau traitement de données.

Cette position ne peut être suivie. L'avis de l'Autorité de protection des données est en effet requis dès que le projet se rapporte à un traitement de données à caractère personnel, par exemple pour en modifier les modalités, indépendamment du fait que le traitement de données avait déjà été institué par un autre texte.

L'avis de l'Autorité de protection des données doit donc être recueilli et un nouvel alinéa sera consacré, dans le préambule, au visa de cet avis.

Si, à la suite de cette consultation, le projet devait être modifié en substance sur des points autres que ceux faisant l'objet du présent avis, la section de législation devrait à nouveau être consultée sur ces éléments neufs sur la base de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, dans la version française, les mots « et changé par l'arrêté royal du 10 décembre 2017 » seront omis.
2. À l'alinéa 2, les mots « changé par l'arrêté royal du 10 décembre 2017 » seront omis.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. La phrase liminaire sera complétée par la mention de la modification encore en vigueur subie par la disposition modifiée, à savoir celle résultant de l'arrêté royal du 10 décembre 2017 ¹.
2. Interrogé au sujet de la « base de données de l'accréditation », visée dans le membre de phrase inséré à l'article 1^{er}, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 11 juin 2011 'portant exécution de l'article 154, alinéa 6 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994' par l'article 1^{er}, 1^o, du projet, le délégué du Ministre a indiqué ce qui suit :

« La 'base de données' visée est celle relative aux médecins (généralistes et spécialistes) dont l'accréditation relève du Service des soins de santé.

Cette procédure d'accréditation est organisée sur base de l'article 36*bis* de la loi SSI coordonnée le 14.07.1994, des articles 122*bis* et s. de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi SSI coordonnée le 14 juillet 1994 et de l'arrêté ministériel du 13 septembre 2019 (*M.B.* du 11 octobre 2019, p. 93613).

L'article 122*quater*, § 5, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi SSI indique que le 'Groupe de direction de l'accréditation' gère l'exécution des conditions de l'accréditation et des procédures, gère le système de formation continue, agréé les programmes de formation continue et décide de l'accréditation des médecins individuels.

Un programme en ligne, sécurisé, pour la gestion de cette accréditation est disponible sur le site internet de l'Institut. Il permet notamment de 'rechercher et consulter les activités de formation continue reconnue pour l'accréditation dans le catalogue des formations' ».

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 113 et 114.

L'article 1^{er}, 1^o, sera complété pour préciser que la base de données est celle mise en place en vertu de l'article 122^{quater}, § 5, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 'portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994'.

3.1. En vertu de l'article 1^{er}, § 2, alinéa 3, de l'arrêté royal du 11 juin 2011, en projet à l'article 1^{er}, 4^o, du projet, le Conseil supérieur des médecins-directeurs est habilité à déterminer, dans une annexe aux procès-verbaux de ses réunions, les programmes spécifiques qui sont pris en compte pour les demandes d'accréditation.

3.2. Dans un avis 48.467/2/V donné le 19 juillet 2010 sur un projet devenu l'arrêté royal du 11 juin 2011, la section de législation a observé ce qui suit :

« L'article 6 du projet d'arrêté royal portant exécution de l'article 154, alinéa 6, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, charge le Conseil supérieur des médecins-directeurs de la 'gestion de la procédure d'accréditation des médecins-conseils' en ce compris le pouvoir d'accorder ou non le bénéfice de l'accréditation.

Ce conseil est institué par l'article 153, § 5, de la loi précitée du 14 juillet 1994. Selon l'article 153, § 5, alinéa 2, 'le Conseil supérieur des médecins-directeurs est chargé de rechercher et de promouvoir une approche concertée dans les missions médicales de contrôle ou d'évaluation tant entre organismes assureurs qu'en complémentarité du Service d'évaluation et de contrôle médicaux et ce dans l'exécution de leurs missions respectives dans le cadre de l'assurance soins de santé et indemnités'. Invité dès lors à justifier la légalité de l'article 6 du projet, le délégué de la ministre a répondu :

'Dans les travaux préparatoires, il était indiqué que le système d'accréditation serait organisé par le Roi (Ch repr, sess 2008/2009, Doc 52, 16.10.2008, 1491/001-1492/001, p. 23).

Afin de permettre l'exécution de la loi, prévoyant une accréditation tant pour les médecins conseils que pour les médecins inspecteurs de l'Inami, l'intervention du Roi pourrait se justifier au regard de l'article 108 de la Constitution coordonnée quant à la désignation du Conseil supérieur des médecins-directeurs (CSMD) afin de gérer le système de l'accréditation. Cette désignation s'explique au regard de la composition 'paritaire' du CSMD qui comprend à la fois les médecins-directeurs des organismes assureurs et les médecins directeur et inspecteurs généraux du SECM.

Vous noterez, par ailleurs, que le dernier alinéa de l'art. 153, § 5, de la loi coordonnée le 14.07.1994 prévoit que le Roi peut fixer des règles complémentaires pour la composition et le fonctionnement du Conseil supérieur des médecins directeurs'.

Si l'article 153, § 5, alinéa 4, habilite effectivement le Roi à fixer des 'règles complémentaires pour la composition et le fonctionnement' du Conseil, il ne Lui permet pas d'assigner à celui-ci d'autres missions que celles expressément conférées par la loi.

Au vu des termes de l'article 153, § 5, de la loi précitée, seule une intervention du législateur pourrait permettre d'attribuer au Conseil supérieur des médecins-directeurs la gestion de la procédure d'accréditation des médecins-conseils.

Le projet examiné doit, en conséquence, être fondamentalement revu. Il n'est donc pas examiné plus avant ».

La même observation doit être réitérée en l'espèce.

L'article 1^{er}, 4°, du projet est dépourvu de fondement juridique en ce qu'il confie au Conseil supérieur des médecins-directeurs la mission de déterminer les programmes spécifiques pris en compte pour l'accréditation des médecins-conseils.

La même observation vaut pour l'article 2, 2°.

3.3. L'attention de l'auteur du projet est attirée pour le surplus sur l'absence de publicité donnée aux procès-verbaux des réunions du Conseil Supérieur des médecins-directeurs.

Interrogé à ce sujet, le délégué du Ministre a indiqué ce qui suit :

« Les procès-verbaux des réunions et leurs annexes ne sont pas publiés. Les médecins-directeurs des organismes assureurs, qui siègent au Conseil supérieur des médecins-directeurs, se chargent d'informer les médecins-conseil de leur organisme assureur ».

Il n'est pas admissible d'édicter des normes réglementaires sans appliquer les règles usuelles de publication des règlements ².

En vertu du principe de la sécurité juridique et de l'exigence d'accessibilité des normes juridiques, il y a lieu de prévoir en tout état de cause dans le projet un système qui en garantit la publicité.

Article 2

1. L'article 6, § 2, alinéa 4, de l'arrêté royal du 11 juin 2011, tel qu'il est modifié par l'article 2, 3°, du projet, tend à prévoir que les documents établissant que les conditions de l'accréditation sont remplies sont des « copies de la base de données d'accréditation ».

Par souci de cohérence avec l'article 1^{er}, les mots « base de données d'accréditation » seront, dans la version française, remplacés par les mots « base de données de l'accréditation ».

2. Sur la question de savoir si tous les documents sont issus de la base de données de l'accréditation, le délégué du Ministre a donné la réponse suivante :

« Il existe deux types de formations qui peuvent être prises en compte. D'une part, il y a les formations spécifiques à l'activité des médecins-conseil dans le domaine de la médecine d'assurance. D'autre part, il y a les formations organisées pour les médecins (généralistes et spécialistes) auxquelles peuvent participer les médecins-conseil.

Toutes les informations nécessaires ne sont donc pas issues de la seule 'base de données' relatives à l'accréditation des médecins (généralistes et spécialistes) ».

² Voir en ce sens l'avis 70.787/1 donné le 10 janvier 2022 sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux mesures de prévention spécifiques au travail en cas d'épidémie ou de pandémie'.

L'article 2, 3°, sera, en conséquence, revu afin de préciser que seuls les documents visant à établir que les formations visées à l'article 1^{er}, § 2, alinéa 1^{er}, a), de l'arrêté royal du 11 juin 2011 ont été suivies, sont issus de la base de données de l'accréditation.

Article 3

Il résulte de l'article 3 du projet que l'arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Interrogé au sujet des motifs qui justifient de déroger au délai usuel d'entrée en vigueur, prévu à l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', le délégué du Ministre a indiqué qu'

« [i]l n'y a effectivement pas de justification particulière de sorte que cet article 3 en projet peut être supprimé ».

L'article 3 sera dès lors omis afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

Article 4

L'article 4 sera revu de manière à désigner de façon abstraite le ministre qui est compétent dans la matière réglée, et non par référence au titre qu'il porte actuellement ³.

OBSERVATION FINALE

Il y a lieu de corriger les erreurs linguistiques qui figurent dans le projet.

Ainsi :

– à l'article 1^{er}, § 2, alinéa 1^{er}, b), en projet à l'article 1^{er}, 3°, du projet, il y a lieu de remplacer les signe et mot « , par » par la conjonction « ou » ;

– dans la même disposition en projet, *in fine*, il convient de remplacer dans la version française le mot « celles-ci » par le mot « ceux-ci » ;

– dans la version française de l'article 1^{er}, § 2, alinéa 3, *initio*, en projet à l'article 1^{er}, 4°, du projet, il y a lieu d'écrire « Seuls » plutôt que « Seules » ;

³ Comme l'indique, dans les *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », la recommandation n° 167, il y a lieu d'écrire « Le ministre qui a ... dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté ».

- dans la version française de l'article 1^{er}, § 3, alinéas 2 et 3, en projet à l'article 1^{er}, 5°, du projet, le mot « une » avant les termes « troisième alinéa » doit s'écrire « un » ;
- dans la version française de l'article 2, 3°, une virgule doit être placée avant le mot « copies ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, *junctis* artikel 57, lid 1, c), overweging 96 van die verordening en artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, voorziet in een verplichting om de toezichthoudende autoriteit, in dit geval de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, te raadplegen bij het opstellen van een wetsvoorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met verwerking.

Artikel 2 van het ontwerp heeft betrekking op de verwerking van persoonsgegevens in het kader van de aanvraag tot accreditering.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister in hoofdzaak gesteld dat het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit niet is ingewonnen omdat de verwerking van persoonsgegevens in het kader van de accreditering van de adviserend artsen, is ingevoerd bij het koninklijk besluit van 11 juni 2011 en het ontwerp geen nieuwe gegevensverwerking invoert.

Die zienswijze kan niet worden gevolgd. Het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit is immers vereist zodra het ontwerp betrekking heeft op een verwerking van persoonsgegevens, bijvoorbeeld om de nadere regels van die verwerking te wijzigen, los van het feit dat de gegevensverwerking reeds bij een andere tekst was ingevoerd.

Het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit moet dus worden ingewonnen en in de aanhef moet een nieuw lid worden ingevoegd dat naar dat advies verwijst.

Mocht het ontwerp ten gevolge van die raadpleging nog substantiële wijzigingen ondergaan op andere punten dan die welke in dit advies worden besproken, moeten die nieuwe punten op grond van artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’ opnieuw voor advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In de Franse tekst moeten in het eerste lid de woorden “et changé par l’arrêté royal du 10 décembre 2017” worden weggelaten.
2. In het tweede lid moeten de woorden “gewijzigd door het koninklijk besluit van 10 december 2017” worden weggelaten.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. De inleidende zin moet worden aangevuld met de vermelding van de nog geldende wijziging, voortvloeiend uit het koninklijk besluit van 10 december 2017, die in de gewijzigde bepaling is aangebracht.¹
2. Naar aanleiding van een vraag over de “databank ‘accréditering’”, vermeld in het zinsdeel dat bij artikel 1, 1°, van het ontwerp wordt ingevoegd in artikel 1, § 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 11 juni 2011 ‘tot uitvoering van artikel 154, zesde lid van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“La ‘base de données’ visée est celle relative aux médecins (généralistes et spécialistes) dont l’accréditation relève du Service des soins de santé.

Cette procédure d’accréditation est organisée sur base de l’article 36*bis* de la loi SSI coordonnée le 14.07.1994, des articles 122*bis* et s. de l’arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi SSI coordonnée le 14 juillet 1994 et de l’arrêté ministériel du 13 septembre 2019 (M.B. du 11 octobre 2019, p. 93613).

L’article 122*quater*, § 5, de l’arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi SSI indique que le ‘Groupe de direction de l’accréditation’ gère l’exécution des conditions de l’accréditation et des procédures, gère le système de formation continue, agréé les programmes de formation continue et décide de l’accréditation des médecins individuels.

Un programme en ligne, sécurisé, pour la gestion de cette accréditation est disponible sur le site internet de l’Institut. Il permet notamment de ‘rechercher et consulter les activités de formation continue reconnue pour l’accréditation dans le catalogue des formations’”.

¹ *Beginnelen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 113 en 114.

Artikel 1, 1°, moet worden aangevuld zodat het nader bepaalt dat het gaat om de databank die is opgericht krachtens artikel 122^{quater}, § 5, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 ‘tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’.

3.1. Krachtens het ontworpen artikel 1, § 2, derde lid, van het koninklijk besluit van 11 juni 2011 (artikel 1, 4°, van het ontwerp), wordt de Hoge raad van artsen-directeurs gemachtigd om in een bijlage bij de verslagen van zijn zittingen te bepalen welke specifieke programma's in aanmerking worden genomen voor de aanvragen tot accreditering.

3.2. In advies 48.467/2/V, op 19 juli 2010 uitgebracht over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 11 juni 2011, heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt:

“Artikel 6 van het ontwerp van koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 154, zesde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, belast de Hoge raad van geneesheren-directeurs met het ‘beheer van de accreditering van adviserend geneesheren’ met inbegrip van de bevoegdheid om het voordeel van accreditering al dan niet toe te kennen.

Die raad wordt opgericht bij artikel 153, § 5, van de voornoemde wet van 14 juli 1994. Luidens artikel 153, § 5, tweede lid, ‘(is) de Hoge raad van geneesheren-directeurs (...) belast met het zoeken naar en bevorderen van een georganiseerde aanpak in de medische controle- of evaluatieopdrachten, zowel tussen verzekeringsinstellingen, als ter aanvulling van de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle en dit bij de uitoefening van hun respectievelijke opdrachten in het kader van de verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’. Toen de gemachtigde van de minister bijgevolg verzocht is de wettelijkheid te staven van artikel 6 van het ontwerp, heeft hij het volgende geantwoord:

‘Dans les travaux préparatoires, il était indiqué que le système d'accréditation serait organisé par le Roi (Ch repr, sess 2008/2009, Doc 52, 16.10.2008, 1491/001-1492/001, p. 23).

Afin de permettre l'exécution de la loi, prévoyant une accréditation tant pour les médecins conseils que pour les médecins inspecteurs de l'Inami, l'intervention du Roi pourrait se justifier au regard de l'article 108 de la Constitution coordonnée quant à la désignation du Conseil supérieur des médecins-directeurs (CSMD) afin de gérer le système de l'accréditation. Cette désignation s'explique au regard de la composition 'paritaire' du CSMD qui comprend à la fois les médecins-directeurs des organismes assureurs et les médecins directeur et inspecteurs généraux du SECM.

Vous noterez, par ailleurs, que le dernier alinéa de l'art. 153, § 5, de la loi coordonnée le 14.07.1994 prévoit que le Roi peut fixer des règles complémentaires pour la composition et le fonctionnement du Conseil supérieur des médecins directeurs.’

Artikel 153, § 5, vierde lid, machtigt de Koning weliswaar om ‘aanvullende regels (vast te stellen) met betrekking tot de samenstelling en de werking’ van de Raad, maar biedt Hem niet de mogelijkheid daaraan andere opdrachten toe te vertrouwen dan die welke uitdrukkelijk bij de wet zijn toegewezen.

Luidens artikel 153, § 5, van de voornoemde wet kan alleen de wetgever de Hoge raad van geneesheren-directeurs het beheer toekennen van de accreditering van adviserend geneesheren.

Het voorliggende ontwerp moet derhalve grondig worden herzien. Het wordt dan ook niet nader onderzocht.”

In het onderhavige geval moet dezelfde opmerking nogmaals worden gemaakt.

In zoverre artikel 1, 4°, van het ontwerp aan de Hoge raad van artsen-directeurs de opdracht verleent om de specifieke programma's vast te stellen die voor de accreditering van de adviserend artsen in aanmerking worden genomen, is het verstoken van rechtsgrond.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 2, 2°.

3.3. Voor het overige wordt de aandacht van steller van het ontwerp gevestigd op het feit dat de verslagen van de vergaderingen van de Hoge raad van artsen-directeurs niet bekendgemaakt zijn.

Naar aanleiding van een vraag daarover heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:

“Les procès-verbaux des réunions et leurs annexes ne sont pas publiés. Les médecins-directeurs des organismes assureurs, qui siègent au Conseil supérieur des médecins-directeurs, se chargent d'informer les médecins-conseil de leur organisme assureur”.

Het is onaanvaardbaar verordeningen uit te vaardigen zonder toepassing van de gebruikelijke regels van bekendmaking van verordeningen.²

Op grond van het rechtszekerheidsbeginsel en van het vereiste van de kenbaarheid van de rechtsnormen, dient het ontwerp in elk geval te voorzien in een regeling ter waarborging van de bekendmaking van het besluit.

Artikel 2

1. Artikel 6, § 2, vierde lid, van het koninklijk besluit van 11 juni 2011, zoals dat wordt gewijzigd bij artikel 2, 3°, van het ontwerp, strekt ertoe te bepalen dat de documenten die aantonen dat aan de voorwaarden voor de accreditering is voldaan, “afschriften uit de databank ‘accreditering’” zijn.

Ter wille van de samenhang met artikel 1 moeten de woorden “base de données d'accréditation” in de Franse tekst worden vervangen door de woorden “base de données de l'accréditation”.

2. Op de vraag of alle documenten afkomstig zijn uit de databank ‘accreditering’, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Il existe deux types de formations qui peuvent être prises en compte. D'une part, il y a les formations spécifiques à l'activité des médecins-conseil dans le domaine de la

² Zie in die zin advies 70.787/1, op 10 januari 2022 gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit ‘betreffende de bijzondere preventiemaatregelen op het werk in geval van een epidemie of pandemie’.

médecine d'assurance. D'autre part, il y a les formations organisées pour les médecins (généralistes et spécialistes) auxquelles peuvent participer les médecins-conseil.

Toutes les informations nécessaires ne sont donc pas issues de la seule 'base de données' relatives à l'accréditation des médecins (généralistes et spécialistes)".

Artikel 2, 3°, moet dienovereenkomstig worden herzien zodat het nader bepaalt dat alleen de documenten die moeten aantonen dat de in artikel 1, § 2, eerste lid, a), van het koninklijk besluit van 11 juni 2011 bedoelde opleidingen werden gevolgd, afkomstig zijn uit de databank 'accréditering'.

Artikel 3

Uit artikel 3 van het ontwerp volgt dat het besluit in werking zal treden op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gevraagd naar de redenen waarom wordt afgeweken van de gangbare termijn van inwerkingtreding die wordt bepaald door artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 'betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen', heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:

"Il n'y a effectivement pas de justification particulière de sorte que cet article 3 en projet peut être supprimé".

Artikel 3 moet dan ook worden weggelaten teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om van de nieuwe regels kennis te nemen.

Artikel 4

Artikel 4 moet worden herzien zodat de minister die bevoegd is voor de hier geregelde aangelegenheid, op abstracte wijze wordt aangewezen en niet door te verwijzen naar de titel die hij momenteel bezit³.

SLOTOPMERKING

De taalfouten die in het ontwerp zijn geslopen, dienen te worden verbeterd.

Zo bijvoorbeeld:

– dient in het ontworpen artikel 1, § 2, eerste lid, b) (artikel 1, 3°, van het ontwerp), de vermelding “, door” te worden vervangen door het voegwoord “of”;

³ Zoals wordt aangegeven in de *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvanstate.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 167, dient men te schrijven “De minister bevoegd voor ... is belast met de uitvoering van dit besluit”.

– dient in de Franse tekst van dezelfde ontworpen bepaling, *in fine*, het woord “celles-ci” te worden vervangen door het woord “ceux-ci”;

– dient in de Franse tekst van het ontworpen artikel 1, § 2, derde lid, *initio* (artikel 1, 4°, van het ontwerp), “Seuls” in plaats van “Seules” te worden geschreven;

– dient in de Franse tekst van het ontworpen artikel 1, § 3, tweede en derde lid (artikel 1, 5°, van het ontwerp), “un troisième alinéa” te worden geschreven in plaats van “une troisième alinéa”;

– dient in de Franse tekst van artikel 2, 3°, een komma te worden geplaatst vóór het woord “copies”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT